Nations Unies E/CN.5/2018/NGO/85

Conseil économique et social

Distr. générale
1er décembre 2017
Français
Original : anglais

Commission du développement social
Cinquante-sixième session
31 janvier-7 février 2018
Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : stratégies d'élimination de la pauvreté visant à parvenir à un développement durable pour tous

Déclaration présentée par Health of Mother Earth Foundation (HOMEF), organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social*

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* La version originale de la présente déclaration n'a pas été revue par les services d'édition.

17-21487 (F) 211217 291217

Merci de recycler

Déclaration

Agro-écologie et souveraineté alimentaire : La voie à suivre pour un développement véritable

Introduction

La nourriture est culture, la nourriture est vie, la nourriture est rituel. Nnimmo Bassey a tenu ces propos lors d'un évènement public organisé en marge de la conférence récente du Conseil canadien des Églises de Toronto (Canada), qui portait sur la redéfinition de l'Arbre de Vie. Ces mots reflètent la conviction que l'alimentation est au cœur d'un développement humain qui se veut durable.

La majorité des peuples autochtones, en particulier ceux d'Afrique, sont tombés dans la pauvreté à cause de la commercialisation du système alimentaire et de l'environnement au profit des sociétés et des gouvernements et aux dépens des plus démunis. Les indices de pauvreté continuent d'augmenter en raison des conséquences des activités des industries extractives dans les communautés vulnérables. Comme toujours dans les cas où « les riches s'enrichissent et les pauvres s'appauvrissent », les moyens d'existence des petits agriculteurs et pêcheurs sont considérablement affectés et généralement détruits.

Objectifs et but de la déclaration

Conformément au thème de la 56e session de la Commission du développement social « stratégies d'élimination de la pauvreté visant à parvenir à un développement durable pour tous », la présente déclaration vise à soutenir et à souligner le rôle que l'agro-écologie peut jouer en fournissant des moyens de subsistance aux petits exploitants agricoles, en appuyant les systèmes alimentaires qui n'ont pas recours aux intrants toxiques, en adoptant les connaissances, pratiques et technologies locales et en fournissant suffisamment de nourriture à la population mondiale actuelle qui croît sans cesse. Ces possibilités ne concernent pas uniquement les agriculteurs, mais aussi les pêcheurs qui dépendent des écosystèmes marins côtiers et intérieurs, dont les moyens d'existence sont de plus en plus menacés par les industries extractives qui exploitent leurs territoires, empoisonnant la terre et l'eau avec des déchets toxiques. Un peuple nourri par une agriculture et un système de production alimentaire autosuffisants est sur la voie d'un développement véritable.

Aperçu de la question et liens avec les travaux de l'ONG

En tant que groupe de réflexion environnemental/écologique et organisation de plaidoyer enracinée dans la solidarité et œuvrant à la promotion et à la protection de la dignité humaine et collective, Health of Mother Erat Foundation (HOMEF) croit au développement et à la préservation de systèmes agricoles et alimentaires respectueux de la Nature et de la souveraineté des peuples. Nous sommes intimement convaincus qu'intensifier la pression en vue d'introduire la biotechnologie agricole moderne en Afrique pose des risques particuliers pour le continent et pourrait prolonger la famine et la malnutrition au lieu de les réduire. De plus, cette action pourrait entraîner la dégradation de la biodiversité, la colonisation des systèmes alimentaires et mettre en avant des solutions inadaptées aux changements climatiques à l'exemple de l'agriculture dite intelligente.

La politique alimentaire est profondément ancrée dans les agendas néolibéraux dominants, qui reposent sur l'exploitation généralisée des faibles dans le monde, la spoliation des écosystèmes et le manque de respect envers la Terre nourricière. HOMEF s'emploie à révéler, à briser et à dépasser les principes qui sous-tendent la

maxime : « la raison du plus fort est toujours la meilleure » ; postulat qui permet aux puissants de polluer, de s'approprier des ressources et de détruire le reste simplement parce qu'ils en ont le pouvoir. Grâce à la promotion de l'agro-écologie, l'organisation contribue à la création de mouvements ayant pour but de rétablir la mémoire et la dignité, et de retrouver une vie harmonieuse dans le plein respect des cycles naturels de la Terre nourricière.

Quelques exemples des réalisations de l'ONG et des difficultés rencontrées

Basée au Nigéria et ayant un bureau au Soudan du Sud (Afrique), l'organisation a réussi à faire valoir qu'il est impératif de respecter strictement la Convention sur la diversité biologique, en particulier en ce qui concerne la contestation de l'entrée d'organismes génétiquement modifiés (OGM) au Nigéria. Les travaux avec les groupes d'agriculteurs, les consommateurs et les communautés locales ont aussi grandement contribué à améliorer le niveau de protection en matière de biosécurité au Nigéria, notamment grâce à une vigilance accrue des autorités compétentes. Le rapatriement récent de 70 000 tonnes de maïs OGM expédiées illégalement au Nigéria en est un exemple. HOMEF a également participé au mouvement qui a permis au Gouvernement d'amorcer le nettoyage des eaux et des terres fortement polluées du delta du Niger.

Malgré ces progrès, les gouvernements ont tendance à prendre le parti des entités à but lucratif (grandes entreprises) et non celui des communautés d'agriculteurs et de pêcheurs en difficulté. Il reste beaucoup à faire pour augmenter l'appui des gouvernements aux petits agriculteurs, qui, selon l'Évaluation internationale des connaissances, des sciences et des technologies agricoles pour le développement (EICSTAD), représentent la solution pour nourrir le monde à l'avenir. D'après la fiche d'informations de l'Évaluation, les rapports concluent que l'agriculture industrielle à forte intensité chimique a dégradé les ressources naturelles dont dépend la survie de l'espèce humaine et menace maintenant la sécurité énergétique, climatique et celle de l'eau. La fiche d'informations complète peut être consultée en anglais à l'adresse suivante : https://www.globalonenessproject.org/sites/default/files/downloads/IAASTD%20Fact%20Sheet.pdf.

Aller de l'avant : attentes et recommandations spécifiques

Afin d'éradiquer la pauvreté et assurer un développement durable pour tous :

- Il appartient aux gouvernements de faire de sérieux efforts pour intégrer les savoirs et pratiques autochtones dans les activités de préservation des semences et des systèmes alimentaires ;
- Les petits agriculteurs doivent gagner en autonomie et bénéficier de services de vulgarisation agricole et d'infrastructures d'appui pour augmenter leur productivité et leurs revenus ;
- Sachant que les agriculteurs sont durement touchés par les changements climatiques et que l'agro-écologie contribue à refroidir la planète, les gouvernements sont tenus de concevoir des politiques et des règlementations qui éliminent progressivement la dépendance aux énergies fossiles et aux systèmes de production alimentaire où des produits chimiques sont utilisés ;
- Pour lutter contre la menace mondiale de la malnutrition et de la famine, il faut redoubler d'efforts pour mieux faire connaître l'utilité de systèmes alimentaires et agricoles intégrés fondés sur des conditions socioéconomiques justes, qui renforcent la résilience et préservent la biodiversité locale.

Conclusion

Dans une nation, la pauvreté est en partie due à une mauvaise gestion des ressources naturelles et humaines. Il est impératif de lutter contre la pauvreté à partir du niveau communautaire en aidant les petits agriculteurs et pêcheurs qui doivent faire face à plusieurs types de pollutions et à l'accaparement de terres. Les projets d'infrastructures qui tiennent compte des pratiques environnementales durables doivent être lancés et exécutés dans les zones rurales ; les milieux pollués doivent être nettoyés et restaurés.